



Déclaration de la FSU des Vosges au CTSD du 31 mai 2018

L'école a subi depuis 2008 deux réformes majeures. En 2008, le ministre Darcos impose le passage à la semaine de classe de 4 jours. Les élèves perdent ainsi 72 heures de classe par an. Les APE sont créées, destinées, dans un contexte de destruction massives des RASED, à aider, s'ils le souhaitent et avec l'accord de leurs parents, les élèves en situation de difficulté passagère. L'école facultative et sur autorisation parentale est ainsi née. Lors des enquêtes basées sur l'évaluation des élèves, jamais cette baisse remarquable du temps d'enseignement n'a été mise en avant comme une explication plausible de la baisse des résultats constatés. Les enseignants subissent la mise en place de cette réforme sans avoir pu donner sérieusement leur avis.

En 2013, le ministre Peillon fait, lui aussi, sa réforme des rythmes, basée sur la précédente. Les APE deviennent APC. Les 24 heures de classes sont étirées sur 9 demi-journées, créant ainsi des vides à combler, à la charge des collectivités locales et ce, dans un contexte de diminution des aides de l'Etat. La création d'un fond d'amorçage ne suffit bien souvent pas à assurer le financement complet des temps périscolaires mis en place. Les enseignants subissent, une nouvelle fois, la réforme sans avoir pu donner sérieusement leur avis.

A son arrivée au MEN, le ministre Blanquer décide de permettre un retour à la semaine de classe de 4 jours, sous forme dérogatoire et sur les bases, encore une fois, de la précédente réforme. Il décide également de créer les classes de CP et CE1 à 12 élèves en REP et REP+. Ces derniers entraînant incompréhension et colère dans bon nombres de communes rurales. Les enseignants subissent pour la 3ème fois, la réforme sans avoir pu donner sérieusement leur avis.

Aucune analyse sérieuse n'a été réalisée pour démontrer les effets de la réforme de 2008 puis de 2013 sur les apprentissages. Les enseignants, en contact quotidien avec les élèves et engagés dans leur métier n'ont pas été consultés. Les chercheurs et scientifiques ne se sont pas prononcés non plus. A la rentrée prochaine, le pays comptera beaucoup plus d'organisations dérogatoires à 4 jours que celles sur un temps de classe réparti en 9 demi-journées.

Le SNUipp-FSU a toujours combattu cette réforme, et ses évolutions, dite des rythmes dont l'issue était malheureusement très prévisible et a fait des propositions pour un autre projet construit avec tous les acteurs. L'Ecole a besoin d'aller de l'avant et non pas de revenir en arrière.

Lors de ce CTSD la grande majorité des communes vont voir leurs situations examinées avec un retour à la semaine de 4 jours pour la quasi-totalité. Le SNUipp-FSU est porteur d'un projet pour l'école, ambitieux et réaliste. Ce projet s'inscrit dans l'exigence d'un Service Public de qualité. Une fois encore, la Fonction Publique est attaquée. Pourtant, la Fonction Publique est un pilier du modèle social de notre pays. Elle joue un rôle essentiel dans la cohésion sociale et contribue à plus de justice sociale.

C'est pourquoi la FSU, demande à nouveau, encore et encore, qu'un réexamen de certaines situations soit prévu au CTSD de rentrée afin d'octroyer des aides pédagogiques là où les effectifs auront augmenté pendant les vacances. Il faut certainement prévoir des supports pour accueillir des listes complémentaires si le département reste déficitaire en enseignants. Sans cela, c'est la situation du remplacement ne pourra être réglée. Sans cela, la Formation Continue ne pourra être revitalisée. Sans cela, les cartes scolaires se suivront et se ressembleront, décourageant et écœurant les enseignants, mais aussi les parents d'élèves, soucieux que leurs enfants aient un enseignement de qualité réalisé dans les meilleures conditions.